

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 153 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2888 - Prix : 1€

L'insécurité, c'est celle des conditions de vie et de travail



**Attaques contre les
chômeurs : Dussopt
en rajoute**

Page 4

**Grève à la
Chambre
d'agriculture**

Page 8

**Mayotte : les
ministres défilent, les
problèmes persistent**

Page 11

La véritable insécurité : celle de nos conditions de vie

« Insécurité, immigration ! »... Depuis des semaines, les politiciens de droite et d'extrême droite n'ont que ces mots-là à la bouche. Et le gouvernement, Darmanin en tête, leur court après en essayant désespérément de faire voter sa loi Asile Immigration malgré le camouflet qu'il vient de recevoir à l'Assemblée. Tout cela constitue une campagne infecte contre les immigrés et contre les travailleurs en général.

L'insécurité, les travailleuses et les travailleurs savent ce que cela veut dire. Et pas seulement parce qu'ils sont confrontés à la délinquance et aux trafics divers et variés. Ils la connaissent intimement parce qu'ils sont des prolétaires.

Est-ce que je vais trouver du travail ? À quel salaire ? Est-ce que j'arriverais à suivre la cadence ? Est-ce que je vais tenir physiquement ? Est-ce que je vais garder mon travail ? Ces questions lancinantes, des millions de travailleurs se les posent au quotidien, et cela, quelles que soient leurs origines ou leur couleur de peau.

C'est cela la vie de prolétaire, même dans le pays riche qu'est la France. C'est cette insécurité permanente qui consiste à être soumis aux décisions d'un patron ou d'actionnaires invisibles. C'est dépendre de l'arbitraire et des humeurs d'un chef pour une formation, des dates de congés, une autorisation de sortie, et parfois pour avoir le droit de travailler en sécurité.

C'est voir son salaire augmenter moins vite que l'inflation et ses primes fondre, sans autre explication que le chantage patronal : « C'est à prendre ou à laisser ! » C'est voir ses droits attaqués à chaque renégociation des conventions collectives ou au gré des découpages et des restructurations des grands groupes.

C'est être un pion dans le grand jeu de la finance et être, comme des milliers d'employés de Casino, Carrefour ou Auchan, vendus ou sortis du groupe pour passer sous la coupe de gérants d'autant plus cupides que leur affaire n'est pas très rentable. C'est passer tous les deux ou trois ans entre les mains d'autres patrons voyous au travers d'appels d'offres qui dégradent les conditions de travail.

À l'insécurité créée par l'exploitation au travail et la concurrence, s'ajoute l'insécurité provoquée par l'explosion de tous les prix et la peur de ne plus arriver à remplir le frigo, à se chauffer un minimum et même à se loger.

Le gouvernement s'inquiètera-t-il de ceux qui ne peuvent plus se payer une mutuelle ou renonceront à une assurance parce que les tarifs explosent ? Certainement pas ! Lui-même se charge d'attaquer les droits des travailleurs, des chômeurs, des retraités ou des malades. Alors oui, plus on est exploité, plus on est mal payé, plus on connaît l'insécurité !

Les travailleurs sans papiers, qui sont devenus les boucs émissaires des démagogues qui font leur beurre sur les préjugés racistes et xénophobes, en savent quelque chose. Car, en plus d'être soumis à la dictature patronale sur les chantiers, dans des entrepôts ou les arrière-cuisines des restaurants, ils sont sans droits et sans possibilité de se défendre. Ils doivent raser les murs, se cacher et, s'ils ne veulent pas dormir dans la rue, se mettre à la merci de marchands de sommeil.

Dans les pays pauvres, des milliards de femmes et d'hommes ont à se battre, du matin au soir, pour rester en vie. Trouver un peu de travail, faire un peu de commerce, surmonter les maladies, chercher de l'eau et de la nourriture, échapper aux bandes armées font partie de la vie quotidienne. En fait partie aussi la guerre qui se répand sur tous les continents et qui nous menace nous aussi, comme l'annoncent tous les bruits de bottes.

Mais vous n'entendrez jamais Le Pen, Ciotti ou Darmanin dénoncer ce type d'insécurité-là. Et pour cause ! Il s'agit du fonctionnement normal de la société capitaliste qu'ils défendent tous !

L'insécurité sociale et les guerres sont créées par le capitalisme, un système où le droit de vivre dépend de l'épaisseur du portefeuille. Elles sont imposées par la classe dominante qui prospère et assure son confort, sa sécurité et celle de ses descendants par le pillage, l'exploitation et la mise en concurrence des travailleurs du monde entier.

Pour que la vie des prolétaires ne se joue plus à la roulette russe du marché, de la concurrence, de la spéculation et des guerres entre brigands capitalistes, il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie. C'est nous, les travailleurs du monde, qui faisons tourner la société et créons toutes ses richesses. C'est à nous de la diriger. Pour mener ce combat, il faut rejeter de toutes nos forces le poison de la division que les politiciens de la bourgeoisie répandent dans le monde du travail.

Nathalie Arthaud

Caisse d'allocations familiales : la chasse aux pauvres

La CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) s'est dotée, depuis 2020, d'outils informatiques pour mieux cibler ses contrôles des bénéficiaires du RSA ou des allocations familiales. Un collectif de journalistes s'est penché sur les techniques employées et leurs conclusions sont édifiantes.

Plus vous êtes pauvres et plus vous avez de risques d'être contrôlés. Si vous avez un enfant de plus de 12 ans, si vous touchez l'allocation adulte handicapé ou si vous avez un revenu inférieur à 942 euros pour une personne seule, pas de chance, vous êtes une cible. Les contrôleurs comptent tout, y compris les petits virements des familles qui viennent

en aide aux personnes les plus vulnérables, et demandent de rembourser des « trop-perçus » en raison de ces petites rentrées qui selon la CNAF auraient dû être déclarées comme « revenus ».

Depuis les années Sarkozy, autour de 2010, tous les gouvernements ont monté en épingle une prétendue fraude aux prestations sociales. La CNAF a été poussée à mettre en place des contrôles de plus en plus sophistiqués. Des contrôleurs déplorent cette évolution, comme le fait que les bénéficiaires du RSA ou de l'allocation aux adultes handicapés doivent déclarer leurs ressources tous les trois mois au lieu d'une fois par an pour les autres allocations. On

considère comme fraude des erreurs de bonne foi, tant les règles sont compliquées et peu expliquées. Exiger qu'un coup de main d'un proche ou un cadeau d'anniversaire soient déclarés comme revenu, est aussi révélateur d'un mépris social envers les plus démunis.

Pour les fraudes fiscales, dont les montants se chiffrent en dizaines de milliards, les services de l'État trouvent des arrangements, effacent des ardoises de fraudeurs qui cachent leur fortune dans les paradis fiscaux. Mais les pauvres gens qui galèrent avec des aides qui leur permettent à peine de vivre, n'ont droit à aucune concession. Révoltant !

Pour un 20 décembre férié, chôme, payé pour tous !

La Fédération CGTR Commerce, Distribution et Services appelle tous les salariés du secteur à la grève le mercredi 20 décembre 2023 pour faire valoir la revendication suivante : « pour un 20 décembre férié, chôme et payé ».

Ne pas travailler le jour de la commémoration de la fin de l'esclavage devrait bénéficier à tous les travailleurs victimes aujourd'hui de l'esclavage salarié !

Alors oui, cet appel à la grève est tout à fait justifié dans le commerce où les capitalistes de la distribution font de confortables bénéfices en exploitant à longueur d'année des milliers de travailleurs pour des salaires minables !

« Job dating » ou Joke (blague) dating ?

Mardi 5 décembre Pôle Emploi organisait un « job dating » en direction des bénéficiaires du RSA pour appliquer les nouvelles directives du gouvernement pour prétendument remettre les chômeurs au travail.

100 personnes percevant le RSA se sont présentées dans l'espoir de décrocher un contrat de travail parmi les 60 offres proposées par quelques employeurs.

On ne sait pas ce que cette rencontre a donné au final. Ce qu'on sait par contre, c'est qu'à Saint-Leu le nombre des allocataires du RSA s'élève à 2200.

Alors autant dire que ce type d'opération relève plus de la poudre aux yeux que d'une véritable lutte pour donner du travail aux chômeurs qui se heurtent depuis des années aux portes fermées des entreprises !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 17 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 22 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 23 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 12 JANVIER de 8H30 à 10H00**

Attaques contre les chômeurs : Dussopt en rajoute

Alors que la crise et la concurrence entre capitalistes s'approfondissent, le patronat a besoin d'imposer l'intensification de l'exploitation. Il sait qu'il peut compter sur le gouvernement, et les ministres qui se relaient actuellement sur la question de l'emploi des seniors l'illustrent.

Le Maire, le ministre de l'Économie, a agité son « grand plan seniors » qui, au nom de l'incitation à l'emploi des plus de 55 ans, voulait retirer aux chômeurs dépassant cet âge le droit à une durée d'indemnisation de 27 mois au lieu de 18 mois maximum pour les autres. Dussopt a choisi un autre angle d'attaque tout aussi indécrot, en déclarant vouloir maintenir les 27 mois d'indemnisation, mais repousser de 55 à 57 ans l'âge pour y avoir droit.

« C'est cohérent avec le nouvel

âge de départ en retraite », se justifie le ministre du Travail. C'est surtout cohérent avec la volonté de faire peser sur la classe ouvrière tout le poids du maintien des profits capitalistes ! Car, on le sait, les travailleurs usés par l'exploitation, considérés de plus en plus comme trop coûteux par le patronat, sortent des bureaux et des ateliers bien avant l'âge de la retraite, soit parce que la maladie et l'usure du corps les y contraignent, soit parce qu'ils sont les premiers sur les listes de licenciement. D'après les statistiques de la Dares, en 2022, plus de 54 % des ouvriers et employés entre 55 et 59 ans ne sont ni en emploi, ni en retraite, c'est-à-dire qu'ils sont au chômage ou en invalidité.

Aucune contrainte pour le patronat et des attaques supplémentaires contre les travailleurs : c'est ce que le gouvernement appelle « se battre

pour l'emploi ».



Éducation : mesures rétrogrades et zéro moyen

Blanquer a eu sa réforme du baccalauréat. L'actuel ministre de l'Éducation nationale, Attal, veut sa réforme du collège.

Il a choisi le lendemain de la publication des résultats de l'enquête internationale Pisa pour faire des annonces qui visent plus à la communication gouvernementale et à sa propre carrière qu'à augmenter les connaissances des élèves.

D'après l'enquête, le niveau baisse par rapport à l'avant-Covid, en France comme dans la plupart des autres pays. Mais la mission ministérielle, lancée il y a deux mois, sur laquelle s'appuie Attal, n'a que peu à voir avec cette enquête. Avec son prétendu « choc des savoirs », il cherche surtout à développer son image de marque de politicien à la fois jeune et adepte du retour aux bonnes vieilles méthodes.

Cinquante ans après la mise en place du collège unique, il annonce la création de groupes de niveau en mathématiques et en français au collège, promettant des cours en petits

groupes pour les élèves en difficulté, mais sans annoncer la création des postes supplémentaires qui seraient nécessaires... alors que 2 500 ont été supprimés dans le budget 2024, dont plus de la moitié en primaire.

Au-delà de la rhétorique politicienne, cette décision se traduirait par le développement de classes d'élite et d'autres réservées aux élèves en difficulté, c'est-à-dire par une nouvelle augmentation des inégalités. En lycée professionnel, la promesse de 10 % de temps de français et de mathématiques en plus se ferait en retirant des moyens ailleurs, par exemple en supprimant des temps de cours en présence de deux professeurs.

Attal prétend aussi faciliter les redoublements en primaire en laissant le dernier mot aux enseignants plutôt qu'aux familles. Peu importe si des études contestent l'efficacité à long terme du redoublement sur le niveau scolaire et si les enseignants témoignent que les familles ne s'opposent que rarement aux redoublements : c'est une nouvelle

occasion de rendre les parents responsables des défaillances du système.

Ces mesures s'accompagnent d'une énième modification des programmes et de l'augmentation du poids donné à l'examen final dans la note du brevet, quelques années après que Blanquer a fait exactement le contraire pour le bac. Surtout, Attal veut rendre le brevet obligatoire pour accéder en seconde. Les autres élèves seraient orientés vers un an de prépa-lycée : sans moyens nouveaux, celle-ci risque plus d'aboutir à dissuader des jeunes d'aller en seconde qu'à les aider à obtenir le niveau nécessaire.

Au-delà de la démagogie réactionnaire qui l'inspire, ce nouveau « grand plan » ne peut que conduire à renforcer la sélection sociale, dans un système éducatif miné par le manque de moyens. Comme pour ses prédécesseurs, la question du niveau des enfants des classes populaires en mathématiques reste donc bien loin des calculs d'Attal.

COP 28 : une grand-messe sans miracle

À l'abri de la chaleur dans leurs suites climatisées, les dirigeants réunis à Dubaï pour la COP 28 sont fiers d'eux. À défaut d'autre chose, ils n'ont pas été avares de promesses en tout genre.

Ainsi, la création d'un nouveau fonds a été annoncée, intitulé « pertes et dommages », pour permettre aux pays pauvres de faire face aux conséquences dramatiques du réchauffement de la planète. L'Union européenne a promis 225 millions d'euros, dont 100 millions pour l'Allemagne. Ce fonds, s'il ne va pas rejoindre la longue liste des simples effets d'annonce sans lendemain, sera non seulement insuffisant, mais il servira sans doute à enrichir quelques industriels ou politiciens.

Une autre annonce se veut ambitieuse : 116 pays, dont la France, se

sont engagés à tripler leurs capacités en énergies renouvelables d'ici 2030. Comment feront-ils ? Avec quels moyens ? Mystère. De toute façon, personne n'a jamais demandé à vérifier si les objectifs fixés par ces grand-messes du climat sont atteints. Et pour comble, cette année, le président de la COP, le sultan Al-Jaber, par ailleurs président d'un groupe pétrolier, a même été enregistré en train de relativiser la nécessité de réduire l'utilisation des énergies fossiles.

Mais si le réchauffement climatique comme les guerres sont des catastrophes pour les populations, ils sont aussi des sources de bénéfices importants pour les capitalistes. La délégation française se frotte les mains, elle qui, à Dubaï, tente de vendre les compétences françaises en matière de nucléaire, considéré

comme une énergie propre, car non productrice de carbone. L'Élysée espère ouvertement que le sommet sera l'occasion de conclure des commandes industrielles, notamment pour des réacteurs nucléaires.

Les mêmes capitalistes qui ravagent la planète peuvent discuter tranquillement de la fin des énergies fossiles dans les hôtels de luxe de l'un des principaux pays producteurs de pétrole. Même à supposer qu'ils prennent des décisions dans ce sens, ils seraient bien incapables de mettre quoi que ce soit en œuvre, car il leur faudrait gérer rationnellement les ressources au niveau de la planète. Cela impliquerait de s'attaquer aux profits privés des géants de l'énergie et à la société capitaliste tout entière, et donc à leur propre raison d'être.

OPEP+ : des choix pour faire monter les prix

Jeudi 1er décembre, lors d'une réunion des représentants de 23 États pétroliers de l'OPEP+, l'Arabie saoudite et la Russie ont annoncé leur volonté de réduire à nouveau la production de pétrole de près d'un million de barils par jour.

Loin de toute préoccupation écologique, cette décision vise à faire remonter les prix du baril de pétrole. Ces derniers mois, ils étaient redescendus autour de 80 dollars le baril, contre plus de 100 dollars pendant plusieurs mois en 2022. Cette flambée suite à l'instabilité des marchés, basée sur l'instabilité liée à la guerre en Ukraine et à la spéculation, avait permis des bénéfices record pour les compagnies pétrolières. TotalEnergies avait ainsi atteint le record de 20 milliards de dollars de profits en 2022.

Si la nouvelle baisse de quotas décidée par l'OPEP+ a les effets escomptés, et enrichit encore plus les trusts et les États pétroliers, on verra les populations encore plus appauvries par la hausse des prix à la



Réunion des pays membres de l'OPEP

pompe et ses conséquences économiques.

Mais les flambées des prix du pétrole et des carburants qui en sont issus se font aussi aux dépens des autres capitalistes. Par ailleurs, ces choix guidés par l'avidité pure entraînent aussi une spéculation financière qui en accentue tous les effets.

Seule la classe travailleuse pourrait faire cesser cette marche aveugle de l'économie, en en prenant les

rênes à l'échelle internationale, en mettant fin à la concurrence et au secret des affaires des groupes pétroliers. Les capitalistes cachent leurs réserves, réduisent artificiellement telle ou telle production et décident de ce qui est intéressant ou pas à explorer, sans jamais se préoccuper des besoins de l'humanité et des capacités réelles de la planète et de ses occupants.

Extrême droite : apprentis fascistes à l'entraînement

Après l'expédition punitive organisée par une petite centaine de militants d'extrême droite à Romans-sur-Isère, deux cents militants de Génération Identitaire, groupe dissous en 2021, ont manifesté à Paris vendredi 1er décembre pour crier leur haine des musulmans, des Arabes et des pauvres en général.

Les idées d'extrême droite profitent actuellement d'un climat politique favorable. Mais, plus profondément, c'est la décomposition de la société capitaliste qui leur permet de se développer. En effet, alors que la crise économique, sociale et politique s'accroît, que les capitalistes mènent une guerre de plus en plus féroce à la classe ouvrière, la fonction de l'extrême droite peut être de détourner la colère des travailleurs, en particulier contre les

immigrés désignés comme la source de tous les problèmes.

Des petits groupes d'apprentis fascistes cherchent ainsi à se développer à l'ombre de la montée électorale du RN. Ils ne rassemblent pour l'instant que quelques centaines d'individus mais ils représentent un danger potentiel pour le mouvement ouvrier. Chaque occasion est utilisée par eux pour se rassembler, se faire la main, en espérant grossir. Aujourd'hui ils voudraient bien s'attaquer physiquement aux travailleurs immigrés, avant de s'en prendre demain aux militants ouvriers en général.

Face à ce danger, en appeler, comme le fait la gauche, aux institutions de la République est une tromperie néfaste. Celles-ci n'ont rien à voir avec la défense des pauvres. Les

travailleurs qui ont eu affaire à la police ou à la justice républicaines lors de manifestations ou suite à des piquets de grève savent à quoi s'en tenir.

Les travailleurs, inquiets à juste titre de cette évolution, n'ont pas à remettre leur sort dans les mains des institutions de la bourgeoisie qui a besoin de l'extrême droite pour les diviser et les désarmer quand elle leur mène la guerre pour ses profits. Ils ne peuvent que compter sur leurs propres forces et sur leur organisation indépendante. C'est en offrant par leurs luttes une perspective de changement à toutes les couches sociales victimes de la crise capitaliste qu'ils pourront combattre l'extrême droite et faire reculer son influence

Extrême droite européenne : plusieurs variétés d'un même poison

Sous le slogan « Libérez l'Europe », Matteo Salvini a réuni à Florence, dimanche 3 décembre, les représentants des partis d'extrême droite qui composent le groupe Identités et démocratie au Parlement européen.

Le dirigeant de La Ligue, vice-Premier ministre du gouvernement de Meloni et en concurrence avec cette dernière, voulait se placer en chef de file de l'extrême droite européenne dans la perspective des élections de 2024. Certaines têtes d'affiche de la xénophobie, comme le néerlandais Geert Wilders, dont le parti vient de remporter les élections aux Pays-Bas, ou Marine Le Pen pour le RN, ont préféré ne pas participer à la grand-messe orchestrée par Salvini, ne voulant pas choisir son camp plutôt que celui de Meloni, dont le parti, Fratelli d'Italia, fait partie d'un autre regroupement au Parlement européen. Mais leurs partis y étaient représentés, de même que les Autrichiens du FPÖ, les Flamands du Vlaams Belang ou encore les Allemands de l'AfD.

Tous ont bien entendu le même fonds de commerce antimigrants, désignant ces derniers comme les res-



Publicité pour le meeting d'extrême droite à Florence

ponsables de toutes les difficultés dans la vie des classes populaires, avec des variantes toutes plus crasseuses les unes que les autres. Bardella, pour le RN, s'est fait le champion d'une Europe ne voulant devenir ni « la proie de Washington ou de Pékin », ni « l'hôtel cinq étoiles de l'Afrique ». Quant à Salvini, il a insisté sur la nécessité de libérer l'Europe des francs-maçons, des financiers cosmopolites et des technocrates.

Un peu partout en Europe, l'extrême droite se sent autorisée à déve-

lopper ses thèmes les plus nauséabonds, d'autant plus facilement que le monde politique et médiatique officiel multiplie les discours désignant l'immigration au mieux comme un problème, au pire comme un danger.

Les travailleurs d'Europe, d'où qu'ils viennent, n'ont aucun intérêt à suivre ces charlatans d'extrême droite, qui leur désignent toutes sortes d'ennemis pour mieux protéger les exploités dont ils défendent les intérêts.

Le congrès de Lutte ouvrière

Le congrès annuel de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 2 et 3 décembre, a été très largement consacré à des discussions sur la situation internationale, marquée par la guerre au Proche-Orient et en Ukraine et par les menaces que fait peser l'impérialisme, d'une évolution guerrière généralisée.

Comme chaque année, des représentants de différentes organisations ayant la même base programmatique et militant avec les mêmes objectifs que Lutte ouvrière, sont intervenus. Des camarades des Antilles, de la Réunion, d'Haïti, de Côte d'Ivoire, des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique et de Turquie ont décrit la situation de la classe ouvrière dans leur pays.

Le congrès a discuté de la situation intérieure en France, de son évolution réactionnaire et de la nécessité de construire et développer une organisation représentant le communisme révolutionnaire, le trotskysme, dans la classe ouvrière. Il a été décidé que Lutte ouvrière serait présente aux élections européennes pour montrer l'existence de ce courant. Une motion en ce sens a été votée à l'unanimité des délégués présents. Enfin le congrès a élu le comité central et le comité exécutif de Lutte ouvrière.

L'ensemble des textes d'orientation ainsi que de larges extraits des discussions seront publiés dans le prochain numéro de la revue *Lutte de Classe*.



Affirmer la perspective communiste révolutionnaire (Motion)

Après vingt mois de guerre en Ukraine opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie, le cheminement vers une généralisation de la guerre a franchi une nouvelle étape avec l'embrasement en Palestine et en Israël.

Comme nous l'avons exprimé dans la motion que nous avons votée à notre congrès de l'année dernière, « pour éviter la guerre, les peuples ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui [...] préparent méthodiquement l'embrasement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations ».

S'élevant contre ceux qui prétendaient que les conditions historiques pour le changement de la société n'étaient pas mûres, Trotsky affirmait, il y a quatre-vingts ans déjà : « les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine, tout entière est menacée d'être emportée



dans une catastrophe. »

À la lumière de ce que furent la Première et la Deuxième Guerres mondiales, la perspective d'une troisième guerre mondiale transformera cette affirmation en certitude.

Le prolétariat international conserve sa force, comme sa place indispensable dans la société. Il lui manque la conscience révolutionnaire de ses intérêts politiques et l'organisation, c'est-à-dire le parti qui les incarne.

Lutte ouvrière se présentera aux élections européennes de 2024 pour

Tableau : révolution russe de 1917 affirmer cette perspective et pour donner à tous ceux qui partagent ses convictions communistes internationalistes la possibilité de les exprimer.

La liste Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-pierre Mercier, témoignera de l'existence dans la classe ouvrière d'un courant révolutionnaire conscient que l'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à prendre la direction de la société.

Grève à la Chambre d'agriculture

Mardi 12 décembre, les salariés de la Chambre d'agriculture ont débrayé au siège de l'établissement, pour exprimer leur ras-le-bol et leurs inquiétudes concernant leurs emplois.



Dans la cour du siège

Ils ont choisi le jour de la tenue de la session plénière où se réunissaient les élus de la Chambre, le préfet, le directeur de la DAAF, les représentants du Conseil départemental, pour leur dire en face qu'ils n'acceptent plus d'être la variable d'ajustement de la gestion financière de la Chambre par ses dirigeants et de la politique de restriction voulue par les financeurs et la préfecture. Ils réclament des embauches et des moyens matériels pour travailler dans des conditions correctes.

Depuis 2004, sous prétexte d'assainir les comptes, élus et directions qui se succèdent à la tête de la Chambre verte serrent la vis aux salariés, notamment en supprimant des postes (en 20 ans l'effectif est passé de 235 salariés à 173), en bloquant les salaires, les indemnités de déplacement, en réduisant le nombre de véhicules de services, etc.

Ce plan d'austérité supporté uni-

quement par les salariés, ne résout en rien les problèmes financiers de la Chambre qui dépend à 80 % des subventions publiques, principalement de l'Europe et du Conseil départemental.

En effet, le déficit de la Chambre a atteint 600 000 euros et elle a une dette de 6 millions !

Les propos tenus aux syndicats par le préfet et le 13ème vice-président du Conseil départemental avant la session n'ont pas rassuré les salariés qui ont fait irruption dans la grande salle de réunion pour annoncer à l'assemblée la poursuite de leur mouvement de grève !

Les grévistes se sont donné rendez-vous le lendemain devant le Conseil départemental, jour de sa session plénière.

Mardi 13, la mobilisation était toujours aussi forte que la veille.

Informé de la venue des salariés, le président du Conseil départemental, Cyril Melchior, a proposé de recevoir les délégués syndicaux.

Finalement, les grévistes ont voté pour qu'une délégation de six gré-

vistes et représentants syndicaux, rencontre les représentants du Département.

Cyril Melchior reconnaissant la « fragilité » de la Chambre d'agriculture, a déclaré que le Département souhaitait « simplifier des mesures d'accompagnement budgétaire » et « allonger la durée de visibilité des financements de la Chambre ».

Dans l'immédiat, le département versera un acompte d'un million d'euros sur ses subventions futures pour redonner un peu de trésorerie à la Chambre... jusqu'au mois d'avril.

Melchior qui jusqu'à maintenant ne voulait plus tirer un sou, a révisé son discours. Cette petite reculade est à mettre sur le compte de la grève.

En fin de journée, les grévistes ont voté la fin de la grève en restant déterminés à surveiller la tenue de la promesse et au-delà à rester mobilisés pour la défense de leurs emplois et de leurs salaires.



Devant le Conseil départemental

Les convoyeurs de fonds de Réunion en grève

Les salariés de Réunion, entreprise collectrice de fonds et appartenant à la famille Chane Ki Chune (CKC) propriétaire du Quotidien, sont en grève depuis le 5 décembre pour cause d'échec des négociations salariales auxquelles s'ajoutent des revendications non satisfaites concernant leurs conditions de travail et leurs formations.

Ces travailleurs sont payés au Smic, parfois depuis vingt ans. Ils font face à une direction qui refuse

de les augmenter alors que les prix s'envolent et réclament donc une augmentation de leurs salaires correspondant à l'augmentation du coût de la vie.

Par ailleurs, au vu de leur activité spécifique et risquée, ils devraient bénéficier de quatre entraînements au tir chaque année. Leur direction s'étant exonérée de cette obligation, les travailleurs de Réunion jugent qu'elle contribue ainsi à leur mise en danger en cas de braquage. À cela

s'ajoute des camions blindés très bruyants perturbant la concentration indispensable à l'exercice contrôlé de leur métier. Ils ont donc demandé des casques anti-bruits, en vain.

Sur toutes leurs revendications les travailleurs se sont heurtés au refus de négocier du patron de Réunion et à celui de la dirigeante du groupe (CKC) qui a exigé qu'ils reprennent le travail avant d'entamer toute discussion, ce qu'ils ont refusé.

Leur grève continue !

Le Quotidien maintenu en vie pendant trois mois, et après ?

Étant dans l'incapacité de rembourser ses dettes, la direction du journal Le Quotidien s'est déclarée en cessation de paiement le 15 septembre dernier. Cette situation mettait d'emblée fin au plan de continuation d'exploitation de l'entreprise validée en 2021 qui prévoyait l'abandon de 30 % de ses dettes bancaires et le remboursement de sa dette sur 10 ans.

Le 4 octobre, le tribunal de commerce ouvrait une procédure de liquidation judiciaire.

La seule solution permettant le sauvetage du titre et des emplois aurait été qu'un repreneur dépose avant le 13 décembre 2023 une offre de reprise sérieuse du journal. Ce n'a pas été le cas. Les potentiels repreneurs réunionnais ont fait faux bond et la seule offre émise par un patron de la presse hexagonale a été repoussée

pour irrégularité par le tribunal.

La bouée de sauvetage, momentanée, est venue du Conseil régional, qui, début décembre, a voté une aide de 600 000 euros à ce journal. Cette somme permettra au Quotidien de tenir encore trois mois et aux 150 salariés du journal d'être encore payés pendant cette période et à d'autres repreneurs de pouvoir se manifester, avant le 29 février

Pour autant leur avenir est loin d'être assuré, car la nouvelle période d'observation de la situation financière du journal s'arrête fin mars.

Leur sort dépend à la fois du respect de ces délais par des opérateurs qui se détermineront de toute façon, non pas sur le principe de défense de la liberté de la presse et des emplois, mais du gain qu'ils peuvent en escompter en reprenant l'affaire.

En 1977, un an après sa fonda-

tion, le journal s'était retrouvé confronté à des difficultés financières. Une certaine volonté politique de voir disparaître ce nouveau titre qui faisait de l'ombre au journal concurrent, le JIR, organe de la droite réactionnaire et de la grande bourgeoisie ne favorisait pas des mesures de soutien. Le Quotidien n'avait pu se sortir d'affaire que grâce à une large mobilisation populaire en sa faveur qui avait en outre permis de multiplier ses ventes par trois et donc d'assurer sa viabilité financière.

Il est à souhaiter qu'un tel soutien conscient de la population aide à nouveau les travailleurs du Quotidien à sauver leurs emplois et à obliger les décideurs (État, banques et futurs repreneurs) à trouver l'argent nécessaire au maintien de cet organe de presse.

Manifestation de soutien

Les organisations syndicales ont appelé mercredi 13 décembre à un rassemblement de soutien aux travailleurs du Quotidien menacés de perdre leurs emplois

Une bonne quarantaine de militants se sont retrouvés avec pancartes et drapeaux devant le tribunal de Champ Fleury montrant ainsi leur attachement à l'existence d'une presse d'information utile pour faire connaître les conditions de vie et les luttes des classes populaires.



GAZA

Le massacre continue

Après la fin de la trêve, vendredi 1er décembre, l'armée israélienne a repris les bombardements sur Gaza, et a commencé à étendre ses opérations terrestres au sud de l'enclave. Des dizaines de chars, des véhicules de transport de troupes et des bulldozers israéliens ont atteint les villes du sud de Gaza. Des centaines de milliers d'habitants et de réfugiés ont été soumis à un pilonnage intense.

L'armée israélienne ne se soucie en aucune façon de la sécurité des civils, bien au contraire. Son aviation met en œuvre une version modernisée de la technique du tapis de bombes, utilisant des algorithmes qui permettent, selon les termes des experts militaires, « de générer des cibles à un rythme rapide », de

manière quasi automatique.

L'armée israélienne a annoncé avoir mené « environ 10 000 frappes aériennes » sur Gaza depuis le début de la guerre. Elles auraient fait plus de 15 500 victimes, d'après le ministre palestinien de la Santé, parmi lesquelles 70 % de femmes et d'enfants. Selon l'ONU, plus de la moitié des habitations ont été détruites ou endommagées et 1,8 million de personnes ont été déplacées, soit environ 80 % de la population.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, prétend vouloir poursuivre la guerre jusqu'à « l'éradication du Hamas ». Mais c'est d'abord et avant tout à la population palestinienne que son armée mène une guerre féroce. La poli-

tique consistant à la terroriser et à lui imposer de fuir devant les bombes est dans la continuité de celle qui a été menée par tous les gouvernements israéliens depuis 75 ans. C'est la même politique d'épuration ethnique qui a contraint plus de 700 000 Palestiniens à prendre le chemin de l'exil en 1948 et à se retrouver, pour une partie d'entre eux, à devoir vivre dans des camps de réfugiés.

Non seulement cette politique est loin d'avoir garanti la sécurité des Israéliens, mais elle les a menés d'une guerre à une autre et en a fait pour des années les gardiens de prison ou les bourreaux du peuple palestinien.

GUERRE AU MOYEN-ORIENT : LE CONFORMISME DES MÉDIAS

Le conformisme des médias

La reprise des bombardements de terreur sur Gaza s'accompagne en France de la reprise de la campagne médiatique contre tous ceux qui le dénoncent.

La plus grande partie des médias et du personnel politique continuent d'assimiler condamnation de la politique d'Israël et antisémitisme.

Ainsi, pour avoir écrit l'évidence qu'une éditorialiste de LCI Ruth Elkrief a pris fait et cause pour l'armée israélienne et sommé ses invités de faire de même, Jean-Luc Mélenchon a été cloué au pilori. Le quotidien *Le Monde* a consacré une page entière à dénoncer des organisations d'extrême gauche qui, selon lui, propageraient la haine des Juifs. Le préfet de l'Isère a interdit une réunion du NPA à Grenoble, au prétexte qu'elle inciterait à la « haine contre Israël ».

Pourtant, la condamnation de la

politique des dirigeants israéliens n'a rien à voir avec l'antisémitisme, ne serait-ce que parce qu'elle est aussi le fait d'une fraction, même minoritaire, des Juifs, en Israël et partout dans le monde. Il n'est que de voir les pancartes, de Paris à New York et à Tel Aviv, portées par des manifestants se proclamant Juifs et opposés à la politique de Netanyahu.

Au-delà de l'épisode actuel, la prétention des dirigeants sionistes à représenter tous les Juifs de par le monde et à constituer un rempart contre un renouveau de l'antisémitisme est un mensonge et une dangereuse escroquerie. C'est un mensonge, car le sionisme n'a jamais fait l'unanimité parmi les Juifs. C'est une dangereuse escroquerie, car le fait que l'armée d'Israël serve de gendarme impérialiste au Moyen-Orient ne peut qu'attiser la haine des

populations opprimées de cette région et ne met en danger les Juifs et les Israéliens eux-mêmes.

La gent politique française de la droite et du centre ne s'est convertie à une prétendue lutte contre l'antisémitisme qu'à partir du moment où l'armée israélienne s'est mise au service de l'ordre impérialiste. La conversion de l'extrême droite, héritière de Pétain, est encore plus récente et encore moins crédible. La nécessaire lutte contre l'antisémitisme est inséparable de la lutte contre tous les racismes et toutes les oppressions, y compris celle du peuple palestinien. Elle ne peut aboutir vraiment que dans le combat contre la mère de toutes les oppressions, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les ministres défilent, les problèmes persistent

La première ministre, Élisabeth Borne, accompagnée de deux ministres, Aurélien Rousseau (Santé) et Philippe Vigier (Outre-mer), s'est rendue à Mayotte vendredi 8 décembre.

Confrontée au désespoir de la population privée d'eau deux jours sur trois, au manque de logements, à leur insalubrité quand ils existent, au manque d'écoles et d'hôpitaux et à l'insécurité, elle n'a su que débiter des platitudes du genre : « *Ce n'est pas digne de notre pays* », « *La violence que vous vivez, ce n'est pas normal* » et annoncer un déblocage de 240 millions d'euros de fonds pour moderniser l'hôpital... mais en laissant 70 % des postes de praticiens non pourvus !

Quant aux 100 millions d'euros supplémentaires versés au département dans le budget 2024, auxquels s'ajouteront 50 millions de solde de 2023 ces sommes restent insuffisantes pour rattraper les retards accumulés dans la construction d'écoles, de logements, d'hôpitaux, de routes, dans le développement des transports en commun ou encore dans les travaux d'adduction en eau potable, etc.

Les habitants de Mayotte croulent sous les difficultés quotidiennes. À l'obsédante pénurie d'eau s'est ajoutée depuis le 26 novembre dernier, une recrudescence des actes de violences commis par des bandes de jeunes. Le 10 décembre un jeune est mort dans un affrontement entre bandes tué non pas à coups de bâton ou de chombo (coupe-coupe) mais par arme à feu.

« *C'est le chaos !* » disent les habitants. Des groupes de jeunes armés de machettes, de bâtons, ou d'autres armes artisanales, sévissent de jour comme de nuit, dans plusieurs villages comme à Iloni, Dembéni au sud, à Chirongui et Tsararano au centre à Miréréni ou



Camp de sans papiers africains

encore dans les quartiers de la capitale Mamoudzou.

Outre les caillassages de bus et de voitures qui sont fréquents, ces jeunes, dont de nombreux mineurs, érigent des barrages sur les routes dans le but de dépouiller les automobilistes qu'ils agressent parfois, brûlent des maisons, des commerces après les avoir saccagés, s'affrontent aux policiers et aux gendarmes.

À cause de ces affrontements et de ces barrages, des travailleurs ne peuvent pas se rendre sur leur lieu de travail ; des étudiants, des lycéens et collégiens ratent leurs cours au risque d'échouer aux examens. Certains jours, ils restent bloqués toute une journée, en attendant que les voies se libèrent. Les habitants n'osent plus se rendre dans certains coins de l'île, notamment aux abords des forêts de peur de se faire agresser. Mahorais, Réunionnais, Mzungus (les blancs), tout le monde peut être une cible potentielle s'il est soupçonné d'avoir de l'argent.

La population est excédée par les violences et l'insécurité. À Iloni, où le collège est resté fermé le 29 novembre, des femmes sont sorties armées de machettes pour empêcher des voyous de pénétrer dans le village. À Dembéni, le maire a instauré un couvre-feu de 19h à 4h

pour les mineurs, pendant trois semaines.

Pour sortir ces jeunes de la rue, de la misère économique et morale dans laquelle ils se trouvent, il faudrait qu'ils aient accès à l'instruction, qu'ils aient du travail, des loisirs, etc. Cela nécessiterait que l'État y mette tous les moyens nécessaires.

Mais loin de cela, aux élus de Mayotte qui demandent à l'État de décréter « l'état d'urgence » voire un Wuhambushu 2, Elisabeth Borne a promis de « *refaire des opérations coups de poings* » pour « *ramener la sécurité* », un 2ème plan « *Shikandra* » de lutte contre l'immigration, illégale et...une nouvelle prison !

Borne et son gouvernement font preuve du même mépris qui marque la politique de l'État français à l'égard de la population mahoraise maintenue dans le sous-développement depuis deux siècles. Aujourd'hui les responsables politiques sont face à la colère provoquée par les conséquences catastrophiques de cet abandon. Pour s'en sortir il n'ont qu'un plan : attiser la haine pour diviser les plus pauvres en désignant les immigrés Comoriens et Africains comme étant à la source de tous les malheurs présents.

Un piège mortel dans lequel les travailleurs ne doivent pas tomber !

La militarisation en marche

Mardi 5 décembre, alors que se tenait à Nouméa la réunion annuelle des ministres de la Défense du Pacifique Sud, plusieurs centaines de manifestants ont protesté dans les rues « contre la militarisation de la Kanaky ».

Cette réunion des ministres de la Défense qui existe depuis 2013 regroupe sept États de la région dotés d'une force militaire, Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée, Tonga, Chili et France. La France y participe au titre de sa présence en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie et des 2 850 soldats qu'elle y maintient. C'est la première fois qu'elle la préside, et c'est l'occasion pour l'impérialisme français de pousser une nouvelle fois ses pions dans cette région du monde où la rivalité entre les grandes puissances s'intensifie.

Si à l'ordre du jour se trouvent des sujets comme le réchauffement climatique, les catastrophes naturelles ou encore la lutte contre la pêche illicite, qui ont peu à voir avec

la Défense, c'est bien d'influence stratégique qu'il s'agit. Outre ses forces militaires, ses avions, ses bateaux, l'impérialisme français joue, pour exister dans le Pacifique Sud, la carte de « l'équilibre », de la « troisième voie », entre Chine et États-Unis, proposant son parrainage aux petits pays qui ne veulent pas officiellement choisir entre les deux grands. La France appuie ses offres de service sur les 13 milliards d'euros de la loi de programmation militaire qui, d'ici 2030, seront consacrés à l'outre-mer. Elle compte aussi proposer aux États insulaires un nouveau service, l'académie militaire, pour entraîner leurs soldats, ce qui s'ajoute aux exercices militaires conjoints pour lier leurs armées à celle de la France.

Pendant la concurrence est rude. La Chine, qui s'est insérée sur le terrain délaissé un temps par les États-Unis, a réussi à signer l'an dernier un accord de sécurité avec les îles Salomon. Aux Jeux du Pacifique qui s'y sont tenus jusqu'au 2

décembre, Australie et Chine ont rivalisé dans le déploiement de leurs forces de police au nom du « maintien de l'ordre » pendant les Jeux. Quant aux États-Unis, ils réinvestissent la région massivement. Fin septembre, lors d'un sommet avec l'ensemble des îles du Pacifique Sud, outre l'ouverture de trois nouvelles missions diplomatiques, ils leur ont annoncé 200 millions de dollars d'aide de plus, venant s'ajouter aux 600 millions programmés sur les dix ans à venir. Et ils ont, quoi qu'en disent les ministres français, le poids décisif dans la région.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

